

**POUR
MIEUX
PROTÉGER**
ceux qui en ont besoin

La mesure d'assistance

Une reconnaissance
officielle pour aider
un proche



LA MESURE D'ASSISTANCE

Une reconnaissance officielle pour aider un proche

Avec la nouvelle mesure d'assistance, un adulte vivant une difficulté et souhaitant être soutenu par un proche dans la prise de décisions et la gestion de ses biens pourra se faire reconnaître un ou deux assistants de son choix.

Une fois reconnu, chaque assistant sera inscrit à un registre public, ce qui lui permettra d'agir comme intermédiaire pour la personne assistée auprès de tous les organismes, ministères et entreprises de services.

Grâce à une seule démarche, et au nom de la personne assistée, un assistant pourra communiquer des informations à toute organisation ou en recevoir.

Les demandes de reconnaissance d'un assistant pourront être envoyées au Curateur public à partir de **juin 2022**, soit au moment de l'entrée en vigueur de la loi visant à mieux protéger les personnes en situation de vulnérabilité. Elles ne nécessiteront pas l'intervention d'un tribunal.



À qui s'adresse la mesure d'assistance ?

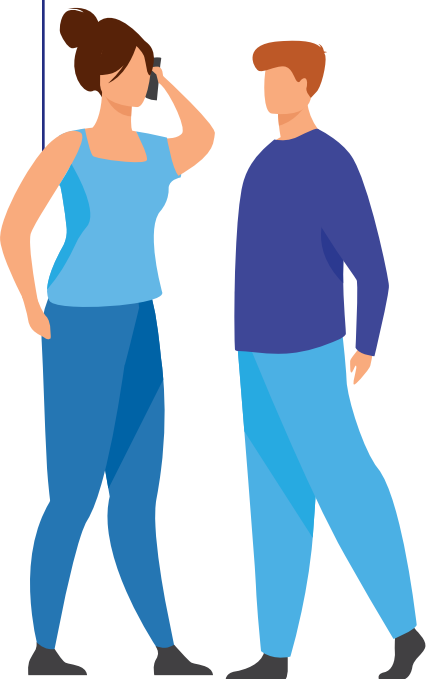
La mesure d'assistance est destinée à tout adulte qui souhaite obtenir de l'aide en raison d'une difficulté et qui est capable de choisir seul son assistant.

Pour s'en prévaloir, la personne doit démontrer qu'elle comprend bien la portée de la mesure et qu'elle est capable d'exprimer ses volontés et ses préférences.

Voici quelques exemples de situations personnelles qui pourraient motiver une personne à faire une demande pour faire reconnaître un assistant :

- Une personne vieillissante en perte d'autonomie qui souhaite obtenir l'aide d'un proche
- Un adulte ayant une légère déficience intellectuelle qui veut être aidé par ses proches
- Un adulte qui vit avec une limitation visuelle, auditive ou motrice qui souhaite obtenir l'aide de ses proches
- Un adulte souffrant d'une maladie mentale qui a besoin qu'un proche l'aide dans diverses démarches

Il est à noter que la difficulté qui motive une personne à faire une demande ne fera pas l'objet d'une évaluation.





Qui peut être reconnu assistant ?

L'assistant proposé devra être majeur, capable d'exercer tous ses droits civils, ne pas être protégé par une tutelle ou un mandat de protection et démontrer un intérêt particulier pour la personne qui souhaite être assistée. Par exemple :

- Un proche ou un membre de la famille
- Un aidant naturel

La loi n'autorise pas le Curateur public à agir à titre d'assistant.

L'assistant sera le porte-voix de la personne assistée.

IL DEVRA AGIR UNIQUEMENT À SA DEMANDE ET POUR LES ASPECTS SOUHAITÉS PAR LA PERSONNE ASSISTÉE.

L'assistant POURRA :

- Agir comme intermédiaire pour la personne assistée
- Conseiller la personne assistée
- Communiquer avec des tiers, afin d'obtenir ou de transmettre des informations, ou de leur faire part des décisions prises par la personne assistée
- Accéder aux renseignements personnels de la personne assistée, uniquement avec son consentement et si l'information est pertinente pour l'aider

L'assistant ne POURRA PAS :

- Signer des documents au nom de la personne assistée
- Prendre des décisions pour elle
- Agir dans les situations où il sera en conflit d'intérêts
- Être rémunéré pour son aide

La sécurité, une priorité

La prévention des abus et de la maltraitance est au cœur des préoccupations. Plusieurs filtres de protection viendront donc encadrer la mesure, comme la vérification des antécédents judiciaires de l'assistant proposé, la notification de la demande à au moins deux proches de la personne qui désire de l'assistance afin qu'ils se prononcent en faveur ou non de la nomination de l'assistant proposé, et la fin de la mesure après une période de trois ans.

Tout au long du cycle de vie de la mesure d'assistance, la prévention des abus et la sécurité des personnes assistées seront une priorité.



Comment faire reconnaître un assistant ?

Le processus pour faire reconnaître un assistant prévoit plusieurs étapes, mais contrairement aux mesures de protection comme la tutelle, la mesure d'assistance est non judiciairisée et aucune évaluation médicale ou psychosociale n'est requise pour s'en prévaloir. Il s'agit d'une mesure volontaire. C'est la personne qui souhaite obtenir l'aide d'un assistant qui doit en faire la demande.

Il existera deux façons pour déposer une demande de reconnaissance d'un assistant. Elle pourra être effectuée directement auprès du Curateur public, auquel cas la personne qui souhaite de l'assistance pourra faire sa demande en ligne ou sur un formulaire papier, et ce, gratuitement. Le recours à un avocat ou à un notaire accrédité sera aussi possible, mais des honoraires s'appliqueront. Dans tous les cas, c'est le Curateur public qui rendra la décision finale de reconnaître ou non un assistant.



Quelle est la différence entre la mesure d'assistance et la procuration ?

Contrairement à une procuration qui donne le droit à une personne d'agir au nom d'une autre, la mesure d'assistance permet à l'assistant de recueillir ou de transmettre de l'information au nom de la personne assistée, mais il ne pourra pas prendre de décisions à sa place, comme signer un contrat ou effectuer une transaction bancaire.